

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

17 juillet, à midi.

12<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.	756 <sup>mm</sup> 16
THERMOMÈTRE centig. du baromètre.	19 <sup>o</sup> 1
TEMPÉRATURE centig. de l'air.	19 <sup>o</sup> 0
Id. maximum depuis hier midi.	19 <sup>o</sup> 9
Id. minimum depuis hier midi.	13 <sup>o</sup> 6
EAU lombée.	0 <sup>mm</sup> 00
VENT.	0
SOLEIL, lever.	4 h. 07 m.
Id. coucher.	8 h. 04 m.
LUNE, lever.	5 h. 20 m.
Id. coucher.	10 h. 40 m.

## CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne.) payable  
(RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.) d'avance  
(RAIS divers (corps du journal), 5 fr. la ligne.)  
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à  
M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à MM. LAFITTE, BULLIER et Co, 8,  
place de la Bourse.  
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et Vogler,  
à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,  
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Edinb., Zurich, Genève et Lon-  
dres; en Angleterre, à Londres, à M. A. MURRAY, 13, Tavistock-Road, M. G.  
STREET, 20, Cornhill, E. C., M. FR. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

## Belgique: un numéro 20 centimes.

PRIX (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année)  
Province, 13 fr. »  
La France, 21 fr. » payable  
Allemagne, 18 fr. » d'avance  
Angleterre, 17 sh. »  
Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre  
à vue sur Bruxelles.  
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

B. JEUDI

## On s'abonne:

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;  
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;  
PARIS, HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54;  
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
Haasenstein et Vogler;  
LONDRES, Cornhill, 20, St. Ann's Lane; Cecil St.,  
Davies et Co, n° 1, Finch Lane, Cornhill; A. Cecil St.,  
Strand; Smith and son, 189, Strand; A. Maurice, 13,  
Tavistock Row; Aug. Siegel, 140, Leadenhall Street.  
AMSTERDAM, B. Eisinger, libraire;  
LA HAYE, Belinfante frères, libraires;  
ROTTERDAM, MM. Nijgh et Van Dinter, libraires;  
LUXEMBOURG, au bureau de poste;  
ROME, Morle, libraire, place Colonna;  
GENÈVE, Crilovich, place de la Poste, 21;  
FLORENCE, Vissoux, cabinet littéraire;  
NAPLES, Deiken et Rocholl;  
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;  
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;  
SMYRNE, Despiris et Co, libraires.

BRUXELLES, 17 juillet.

## REVUE POLITIQUE.

Nous avons dit hier que l'Assemblée de Ver-  
sailles avait repoussé la mise à l'ordre du jour,  
avant les vacances, de la question de l'amnistie,  
posée par une proposition déjà ancienne d'un  
grand nombre de membres de la gauche.

Cette décision est d'autant plus regrettable  
qu'il n'est pas encore possible d'entrevoir le ré-  
sultat de la justice militaire aura fini son œuvre.  
Au lieu de se restreindre, les recherches et les  
poursuites s'étendent de jour en jour. Il ressort  
du rapport en avant-hier au sein de la commis-  
sion à laquelle était soumise la proposition d'am-  
nistie que 32,837 affaires ont déjà été jugées,  
mais que l'autorité se trouve en ce moment  
saisie de documents nouveaux à l'aide des-  
quels elle constituerait encore 18 mille dossiers.  
On estime que sur ce nombre la moitié environ  
serait l'objet d'une information en règle.

La perspective, de plus en plus imminente, du  
vote d'un impôt sur les matières premières ne  
laisse pas de jeter un certain désarroi dans  
les rangs de l'Assemblée de Versailles. Les dé-  
putés libéraux-chrétiens de la gauche sont fort  
perplexes, ne sachant pas s'ils doivent, en cette  
circonstance, émettre un vote politique ou un vote  
économique. Ils s'attendent à voir le président  
de la république intervenir vivement sur son impôt  
préférable. Doivent-ils en lui donnant raison, faire  
passer la raison politique avant leurs convictions  
d'hommes d'affaires et avant les vœux que les dé-  
partements libéraux-chrétiens ne cessent d'adres-  
ser à l'Assemblée? Mille bruits circulent à ce  
propos, et il y en a de bien étranges. Ainsi,  
d'après les uns, M. Thiers, entrevoyant un échec,  
serait revenu sur sa décision de ne pas poser la  
question de gouvernement. D'après les autres, il  
aurait donné à croire à la droite qu'il lui ren-  
drait et atténuerait la signification des déclara-  
tions en faveur de la république desquelles il aurait  
fait adopter, avec le concours de la gauche, son  
programme financier. Nous n'avons pas besoin  
d'ajouter que ces dernières rumeurs sont surtout  
propagées par des membres de la droite et que  
le bon sens suffit pour en faire justice.

Admettant même que le centre gauche ait  
complètement échoué, le centre gauche, et avec  
raison, n'a pas eu confiance dans la sincérité  
de la conversion de ses nouveaux alliés. Comme  
tousjours, en pareil cas, les tentatives elles-mêmes  
sont démenties. Elles n'ont pas moins été  
faites, assure-t-on, en coïncidence avec une dé-  
marche que M. Bethmont avait été prié de faire  
auprès de M. Thiers pour lui soumettre un pro-  
gramme impliquant la proclamation de la répu-  
blique, avec la Constitution de 1848, moins ce  
qui concerne l'élection du Président, et un mini-  
stère de purs bonnets à poil. Le député de la  
Charente qui devait, dans cette combinaison, re-  
cevoir le portefeuille des travaux publics, ayant  
refusé d'aventurer sa personne dans cette  
nouvelle manœuvre, la chose n'a pas eu de  
suites. Il en sera de même de toutes les nouvelles  
combinaisons ou propositions que pourront en-  
core imaginer avant la dissolution les songe-  
creux monarchistes.

Les commissaires des candidats réunis ont  
discuté hier la liste des candidats au conseil  
d'Etat. Ils se réuniront encore aujourd'hui. Ils  
doivent former une liste de trente noms. Celle  
de la commission officielle, d'où s'était déjà fait  
rayer M. de Bussières, vient encore de se ré-  
duire d'un nom. Ce sera à la fin la liste de M.  
de Paris déclinant l'honneur d'une élection au  
conseil d'Etat. Sa candidature avait été vivement  
attaquée par les journaux bonapartistes, comme  
un acte de félonie envers l'empire.

Il serait intéressant de savoir, à ce propos, si  
la commission a dressé sa liste sur la demande  
des personnes qu'elle y a fait figurer, ou si elle  
a agi *propre motu*. Dans tous les cas, M. de Pa-  
rien, qu'il ait ou non sollicité l'honneur de se  
voir inscrit en la bizarre compagnie qu'on lui  
suggère, a obéi à un bon mouvement en se re-  
tirant. Pour peu que son exemple et celui de M.  
de Bussières soient suivis par les quelques hom-  
mes de valeur qui se trouvent encore égarés là,  
la liste de MM. Baze et consorts finira par être  
tout à fait dépourvue de ses illustres auteurs.

On mande de Rome que plusieurs personnages  
de la cour pontificale se sont déclarés inscrite  
sur les listes électorales. Tout se prépare pour  
une grande lutte, et l'*Opinion*, après avoir parlé  
de l'attitude des catholiques, qui, selon ce jour-  
nal, conspirent contre l'ordre actuel des choses,  
forme ainsi le programme de ses amis:

« Nous avons la confiance que les sentiments de  
modération du pays se maintiendront malgré les  
provocations persévérantes des cléricaux, mais  
nous sommes convaincus que la solution de la  
question des ordres religieux doit désormais  
être complète, afin qu'elle soit acceptée par  
l'opinion publique et approuvée par les Cham-  
bres, comme un des moyens reconnus indispen-  
sables pour garantir l'Etat contre les attaques  
d'un parti qui vit dans l'Etat et, néanmoins ne  
reconnait pas son autorité légitime. »

## Post-scriptum.

La séance de ce jour de l'Assemblée nationale  
de France a été passablement orageuse.  
Divers orateurs de la droite ont combattu le  
chiffre de 200 millions de nouveaux impôts ré-  
clamés par M. Thiers. A la suite d'une apostrophe  
du président de la république, qui a excité une  
vive émotion au sein de l'Assemblée, ce der-  
nier a déclaré qu'il ne reculerait jamais devant la  
question de confiance et qu'il était toujours prêt  
à résumer les arguments d'une opposition qu'il  
considérerait comme plus politique que financière.  
En terminant son discours M. Thiers a dit:  
« J'ai fait jusqu'à ce jour toutes les concessions  
possibles, je regarde tout changement de gou-  
vernement comme un acte funeste pour les des-  
tinées du pays, et je crois conserver, aussi  
longtemps qu'un vote motivé de la Chambre ne  
me l'aura pas retiré — la confiance dont j'ai  
besoin pour représenter la France devant le cré-  
dit de l'Europe. »

Après une vive agitation, la Chambre s'est  
séparée sans émettre aucun vote et la suite de  
la discussion a été renvoyée à demain. (Voir au  
BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

La France est sur le point d'entreprendre  
une opération financière sans précédent.  
Elle se prépare à émettre un emprunt de  
trois milliards, afin de liquider les obliga-  
tions qui lui sont imposées envers l'Alle-  
magne par le traité de Francfort. Les capi-  
taux français ne seront pas seuls intéressés  
dans cette opération dont le succès n'est  
pas douteux. Les capitaux de l'Europe  
entière, du monde entier, attendent l'ou-  
verture de la souscription pour y prendre

part, et les capitaux belges ne seront pas  
les derniers à s'y associer.

Il y a donc un intérêt général, interna-  
tional, à s'enquérir de la situation finan-  
cière du pays qui va tenter cette opération  
colossale.

Après les désastres d'une longue et  
cruelle guerre, après la conclusion de la  
paix la plus onéreuse qui fut jamais, il eût  
été assez naturel de craindre que la situa-  
tion financière de la France ne fût tout au  
moins compromise, et pour longtemps  
peut-être. Tout au contraire, si para-  
doxal que cela puisse paraître, il est  
permis d'affirmer que malgré les désas-  
tres de la guerre, malgré les rigueurs de  
la paix, la situation financière est, aujour-  
d'hui, meilleure qu'elle n'a jamais été de-  
puis vingt ans.

Nous n'entendons ni dissimuler, ni atté-  
nuer les charges qui pèsent sur ce pays;  
nous prétendons seulement qu'en dépit de  
ces charges, et si lourdes qu'elles soient,  
la France est, au point de vue de la régularité  
de sa situation financière, dans une  
position meilleure que précédemment.

Quelle était, en effet, la situation des  
finances de la France pendant ces vingt  
années du second empire, que l'on a con-  
sidérées comme l'apogée de la prospérité  
française? C'était le déficit masqué der-  
rière un faux équilibre. A l'aide d'expé-  
diens financiers d'une légalité douteuse,  
pour ne pas dire plus, et d'une moralité  
plus douteuse encore, au moyen de  
virements de fonds, en exagérant certaines  
ressources, en dissimulant des dépenses,  
on obtenait un équilibre fictif, parfois  
même un bon imaginaire qui pouvait faire  
illusion à la foule, mais qui ne cachait  
qu'un déficit véritablement effrayant, et  
qui, par conséquent, était une charge  
pour le futur, une charge que le futur  
aurait à payer, et que le futur ne pouvait  
pas payer, car le futur n'aurait pas les  
ressources de la France s'étaient abîmées,  
même sans les événements des deux  
dernières années.

Aujourd'hui les plaies de la France sont  
grandes et multiples, mais la nation les  
voit; le gouvernement est le premier à les  
lui montrer; il fait de son mieux pour les  
guérir, et il y réussit.

Nous sommes, certes, loin d'approuver  
toutes les combinaisons économiques de  
ce gouvernement. Nous croyons qu'il est  
certaines ressources qu'il s'obstine à ré-  
clamer, et auxquelles il ferait mieux de  
renoncer. Il est tel impôt pour lequel il  
manifeste une prédilection peu judicieuse,  
et qui, même en lui donnant les pro-  
duits qu'il en espère, risque d'entraver  
le développement de l'industrie et du  
commerce, et par suite de faire un tort sen-  
sible au pays et même au trésor public.  
Nous faisons donc sur ce point des réserves  
formelles; mais quels moyens d'emploi  
le chef du pouvoir exécutif, il est une  
justice qu'on ne saurait lui refuser, et c'est  
là son mérite à nos yeux, il a complètement  
élucidé la situation, et pour en acquit-  
ter les charges il a trouvé des res-  
sources suffisantes, tellement suffisantes que,  
d'après un grand nombre de ceux qui sont  
appelés à les voter, elles ne sont même  
pas toutes nécessaires.

On se rappelle en effet que, dans les der-  
nières séances de l'Assemblée nationale,  
plusieurs orateurs ont soutenu que les  
derniers 180 millions d'impôts qui vien-  
nent d'être votés, suffiraient aux nécessi-  
tés de la situation et que le gouvernement  
n'avait pas besoin des 70 millions d'im-  
pôts nouveaux qu'on recherche encore.  
Mais le président de la république estime  
avec raison que ce n'est pas assez de satis-  
faire aux nécessités du moment présent;  
qu'il importe en outre de prévoir et d'as-  
surer un avenir prochain, qui sera bien-  
tôt lui-même un présent. Déjà il est cer-  
tain que l'Assemblée se ralliera à son avis  
sur ce point.

L'équilibre est donc bien réel aujour-  
d'hui entre les recettes et les dépenses de  
la France, y compris toutes les charges  
résultant de l'emprunt qui va s'émettre, et  
parmi les dépenses, ne l'oublions pas,  
figure l'amortissement, qui nous l'empire  
avait cessé de fonctionner et que M. Thiers  
a sérieusement rétabli, et dans de larges  
proportions, en inscrivant au budget pour  
ce service une somme annuelle de deux  
cents millions.

Il est donc avéré que, si onéreuses que  
soient les obligations qui lui sont imposées,  
la France est dès à présent en mesure  
d'y faire honneur. Il est avéré qu'elle  
s'en acquittera loyalement et réguliè-  
rement. Il est avéré qu'elle a en elle autant  
et plus de ressources qu'il ne lui en  
faudrait pour se décharger de son formidable  
passif.

Ce relèvement financier de la France au  
lendemain des coups terribles qui l'ont  
frappée est un fait aussi extraordinaire que  
l'opération qu'elle annonce. Il nous a paru  
intéressant de le signaler.

Le conseil provincial du Brabant a en-  
tendu, aujourd'hui, la discussion du budget  
pour l'exercice 1873.

A l'art. 7, des recettes, M. de Steenhaut  
a développé une proposition dont il est  
le signataire avec MM. Vanderkindere,  
Guillier, Blaust, Pangaert d'Opdorp et  
Cornet de Grez. Cette proposition a pour  
objet l'établissement, à dater du 1<sup>er</sup> jan-  
vier prochain, d'une taxe sur les débits  
de tabacs et de boissons alcooliques. Ses  
auteurs estiment que son adoption par le  
conseil permettra d'inscrire au budget une  
recette de 300,000 fr. et d'y faire figurer  
une dépense de 285,000 fr. pour l'instruc-  
tion primaire et des travaux d'assainisse-  
ment. Les 15,000 francs restants couvri-  
raient les frais de perception de la taxe.

La proposition a inspiré à MM. Fontai-  
nes, Veldeken, Goblet, Castelnau Zimmer-  
man un amendement par lequel ils demandent  
un relèvement de la répartition du produit de la  
taxe aux communes soit faite au prorata de leur  
part contributive, et à la condition pour  
elles d'employer cette allocation aux dé-  
penses d'instruction et d'assainissement,

en sus de celles qu'elles font actuellement  
pour le même objet.

Amendement et proposition sont, à la  
demande de M. Fizez, renvoyés à la se-  
conde section.

Continuant la discussion des articles du  
budget, l'Assemblée a, à l'art. 23, le  
nouveau règlement sur les chemins vicinaux,  
une résolution prise, la session dernière,  
par le conseil et qui crée un inspecteur-  
provincial.

C'est là que le débat s'arrête aujourd'hui.  
Demain, le conseil continuera l'examen  
de son budget.

A la fin de la séance il est donné lecture  
d'une proposition dont voici la teneur:

« Le conseil émet le vœu que le gouver-  
nement crée un institut en faveur des  
sourd-muets et aveugles, avec le concours  
financier des provinces et des com-  
munes et décide en principe qu'il allouera  
dans ce but un subsidie, dont le montant  
sera déterminé à la prochaine session sur  
le rapport de la députation permanente. »

Elle a pour signataires: MM. Fontai-  
nes, de l'Eau, Aug. Jones, Goblet d'Alviella,  
Ferd. Veldeken, E. Verboeckhoven, Van  
Schöor, Claes, Vanderkindere, Tiberghien,  
Crocq et Macau.

Elle sera développée dans une prochaine  
séance.

La députation permanente du conseil provin-  
cial du Brabant a validé les élections com-  
munes de Bruxelles du 1<sup>er</sup> de ce mois.

Grève dans le Borinage.

On lit dans la Gazette de Mons:

« La grève du Borinage a pris dans la journée  
d'hier un aspect d'une certaine gravité, une collision  
avec la gendarmerie de Dour a eu lieu, et on a dé-  
claré de la garnison de Mons un bataillon de  
chasseurs à pied et un escadron de hussards à l'effet  
d'occuper militairement certains puits d'extraction  
menacés. »

« Voici les renseignements sommaires que nous  
avons recueillis: Hier matin, dans la matinée, les ouvriers de  
la Sentinelle (charbonnage du Bois-de-Bousso, direc-  
teur-gérant, M. Gilbert), au nombre de 4 à 500, ont  
fait résonner les mineurs de la Vedette et de Saint-  
Antoine (même charbonnage). »

« Les puits du Bois-de-Bousso, sous la menace de  
couper les traits que les grévistes ont réussi à faire  
abandonner leur besogne aux ouvriers qui travail-  
laient. »

« Les grévistes de ce puits se passant au Bois-de-Bousso,  
la gendarmerie de Dour est accourue sur les lieux  
mais pas assez à temps pour empêcher les grévistes  
de mettre à exécution leurs projets. »

« Les gendarmes — au nombre de cinq — résolu-  
rent alors de disperser les ouvriers, mais ils furent  
accueillis à coups de pierres. »

« Une charge fut alors faite: les mineurs s'enfui-  
rent dans toutes les directions et se cachèrent dans  
les champs de blé, le vent de temps en temps la tête  
pour voir ce qui se passait. »

« Dans cette occasion, il y eut des blessés de part  
et d'autre: un gendarme et le doigt l'index d'un  
ouvrier eurent un coup de pierre et un ou deux ouvriers  
recurent des coups de sabre. »

« Les puits du Bois-de-Bousso furent ensuite oc-  
cupés par la gendarmerie. »

« A la suite de cette collision, et les grévistes ayant  
manifesté l'intention de faire abandonner le travail  
dans les fosses environnantes, main-forte a été dé-  
mandée à la garnison de Mons. »

« Jusqu'à aucune arrestation n'a été opérée. »

« La nuit s'est passée tranquillement. »

« Les charbonnages menacés sont occupés, tant  
par la gendarmerie que par l'armée. »

« Le mineur qui travaillait au Grand-Hon et aux  
Quatre Vaux, à Wasmes, où l'on craignait de  
voir la grève s'étendre aujourd'hui. »

Un bataillon du régiment des carabiniers, en gar-  
nison à Bruxelles, a reçu l'ordre, depuis lundi, de se  
tenir prêt à partir pour le Borinage.

Un détachement de gendarmes est déjà parti.

Banque Nationale.

SITUATION HEBDOMADAIRE. — 11 JUILLET 1872.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital.	25,000,000 00	
Encassement métall. Espèces et lingots.	121,390,129 68	
Effets à l'encaissement.	2,233,516 35	
Aut. val. sur la Belgique.	210,933,721 59	235,978,845 14
Val. comm. sur l'étr.	21,719,475 24	
Id. remb. en Bel.	90,000 00	
Billets de banque en circulation.	240,738,520 00	
Fonds publics.	1,164,902 32	
Fonds publics de réserve.	16,221,890 86	
Reserve.	16,418,119 34	
Avances sur fonds pu- blics belges.	3,169,410 00	
Compt. partiel.	72,332,041 25	95,857,073 04
Immobilier, matériel et mobilier.	3,690,880 66	
Trésor public-Fonds publics déposés.	148,661,263 00	
Trésor public-Depôts en num. et fonds pub.	149,303,338 00	
Depôts volontaires.	32,084,700 00	
Depôts.	32,084,700 00	
Valeurs de la caisse gé- nérale d'épargne et de retraite.	18,048,328 18	
Caisse générale d'épar- gne et de retraite.	18,048,328 18	
Compte valeurs.	3,000,171 28	
Divers.	580,950,219 84	580,950,219 84

Le secrétaire, G. VIGNERON.

Le gouverneur, EUG. PRÉVINAIRE.

Actes officiels. (Extraits du Moniteur.)

TRIBUNAUX. — Par arrêt royal du 15 juillet,  
sont nommés juges suppléants au tribunal de pre-  
mière instance séant à Arlon, les sieurs:  
Georges (L.), avocat au civil ville;  
Norlehan (L.), docteur en droit, avoué près ledit  
tribunal.

NOTARIAT. — Par arrêt royal du 15 juillet,  
le sieur Van Wichelen (G.), candidat notaire à Alost, est  
nommé notaire en ce canton, en remplacement du  
sieur Redepont, décédé. Sa résidence est fixée à  
Moersel.

Par arrêtés royaux du 15 juillet, les démissions  
des sieurs Laurent (A.), de ses fonctions de notaire  
à la résidence de Frameries, et Dayenoux (H.), de  
ses fonctions de notaire à la résidence de Durby,  
sont acceptées.

HUISSIERS. — Par arrêt royal du 15 juillet, la  
démission du sieur Dirckx (F.), de ses fonctions

d'huisier près le tribunal de première instance séant  
à Bruxelles, est acceptée.

SOCIÉTÉS ANONYMES. — Un arrêté royal du  
10 juillet autorise l'établissement de la Société anony-  
me du Pont d'Engis, et approuve ses statuts tels  
qu'ils sont consignés dans un acte public passé de-  
vant le notaire Dumboul, à Choker, le 22 juin der-  
nier.

La société a pour objet la construction et l'exploita-  
tion d'un pont sur la Meuse, à Engis.

M. le lieutenant général Guillaume, mini-  
stre de la guerre, est parti hier de Bruxelles  
pour le camp de Beverloo.

M. Dubois-Thorn, gouverneur du Brabant,  
a réuni par moitié, hier et aujourd'hui, à sa  
table les membres du conseil provincial.

Hier, à une heure, il a été procédé au lo-  
cal de la direction de la Caisse générale d'épar-  
gne et de retraite sous la garantie de l'Etat,  
rue du Cléme, à l'ouverture des soumissions pour  
l'adjudication de l'entreprise de la construction  
d'un hôtel sur un terrain situé entre la place de  
Brouckere et l'impasse du Cheval.

Cette formalité avait lieu sous la présidence  
de M. Léon Clémens, directeur général, assisté de  
M. Trappenberg, architecte.

Onze soumissions ont été déposées, les unes  
pour la masse, les autres pour les cinq lots sé-  
parément.

Il s'agit d'un hôtel destiné à cette caisse  
d'épargne, devant coûter bien au delà de  
100,000 francs, d'après les devis.

Une seule soumission a été déposée pour le  
3<sup>e</sup> lot, comprenant la fourniture des pierres  
bleues, remises à pied d'œuvre.

Le conseil d'administration statuera jeudi pro-  
chain sur cette adjudication. Il s'est réservé le  
droit de choisir les entrepreneurs parmi les trois  
plus bas soumissionnaires.

Les rabais proposés ne s'écartent pas trop  
entre les divers soumissionnaires.

On lit dans le Précurseur d'Anvers:

« Des journaux annoncent que la police est  
sur la trace de l'auteur du vol de 185,500 francs  
commis au préjudice de la maison Cornille  
de notre ville. D'autres vont jusqu'à le faire  
arrêter à Coppenhague. »

« Autant de nouvelles, autant d'erreurs. Nous  
sommes autorisés à dire que jusqu'à présent  
rien de sérieux ne s'est produit quant à la dé-  
couverte ou de la somme ou de l'individu en sus-  
picion. »

« Une grève d'ouvriers charbonniers existe  
depuis quelques jours dans le Borinage, et l'on  
diminuer, comme on l'espère, elle s'étend  
et se propage. »

« Avant-hier matin les ouvriers de Crachet-Pic-  
quetry ont refusé de descendre dans les travaux,  
et des grévistes de Patourpes se sont rendus à  
Wasmes pour faire remonter les traits au char-  
bonnage d'Hornet-et-Wasmes; mais l'autorité  
locale avait pris ses mesures, et les grévistes ont  
du rebrousser chemin. »

« De fortes patrouilles de gendarmerie sillonnent  
les communes du Couchant, et depuis hier  
un escadron de lanciers et un bataillon de chas-  
seurs sont consignés. »

« Le curé d'une commune des environs de  
Namur a donné à ses ouailles, il y a quelques  
jours, le spectacle d'une scène assez extraor-  
dinaire. »

« Pendant qu'il leur débitait un sermon paternel,  
il aperçoit au pied de sa chaire une petite fille  
de six ans, venue à l'église en compagnie de sa  
mère et dont la robe, légèrement déchirée sur le  
devant de la poitrine, donnait de l'air à la  
naissance du cou. Prompt comme l'éclair, le  
saint homme dégringole l'escalier de sa chaire,  
et, s'approchant de la pauvre, il lui couvre la  
poitrine de son foulard qu'il n'a point autour du  
cou, tout en lui adressant des apostrophes à l'in-  
star de celles de Tartuffe à Dorine. »

« On voit par le trait de ce curé, si prompt à la  
tentation, combien Molière était entré dans la  
peau du bonhomme. »

On lit dans les journaux de Liège:

« Lundi a commencé le service des marchan-  
dises du chemin de fer du Plateau de Herve. »

« Le premier train parti de Chênée à 7 h. 30  
du matin se composait de quinze wagons char-  
gés de divers produits. »

« Plusieurs inspecteurs de l'administration  
de l'Etat belge ont accompagné ce premier trans-  
port. »

On lit dans la Meuse, de Liège:

« On nous cite un cas particulier de désigna-  
tion d'un militaire pour le service. »

« Le conseil de milice a, comme on sait,  
tenu sa première session en mars et avril der-  
niers; or, un militaire de cette ville, qui n'a pu  
se présenter devant ce conseil qu'au mois d'avril,  
le premier canton (ville de Liège) de l'arrondisse-  
ment, arrivant le dernier pour la révision,  
s'est vu désigné pour le service alors que  
s'il s'était présenté au conseil de milice dans  
le courant de mars, il aurait été régulièrement  
dispensé, son motif d'exemption étant, à cette  
date, des plus plausibles et complètement irré



Un comité de dames, à la tête desquelles se trouvent la marquise de Mac-Mahon, l'amirale de Parvay, M<sup>me</sup> de Lamoricière, fait appel aux personnes pieuses; on demande leur signature et une obole destinée à offrir un présent à N.-D. de Lourdes. Au 6 octobre aura lieu le grand pèlerinage et on ne veut pas arriver les mains vides. Ce prospectus est des plus curieux, on appelle cela une *manifestation nationale*. Et voilà comment on tue la foi par le votisme et l'idolâtrie.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Versailles, 16 juillet.  
Voici à peu près le texte de l'amendement de M. Féry qui va fournir matière à la discussion d'aujourd'hui, j'entends le nouveau texte lu depuis hier. M. Féry a modifié son amendement.

« La loi des patentes sera révisée dans le plus bref délai, afin d'établir la répartition la plus égale possible de la somme de 70 millions apportés au trésor par les patentes; en tous les cas, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1873, en sus des 60 centimes ajoutés aux patentes par la loi du 13 juillet 1872, les patentes paieront un nouveau supplément de 40 centimes à titre de contribution de guerre. »

M. Féry parle en faveur de son amendement. Il rappelle que l'industrie paie déjà une forte part de l'impôt. Pourtant elle ne se refuse pas à payer davantage; et si nous demandons la révision des patentes, ce n'est pas dans l'intérêt de la grande industrie, comme on l'a dit, mais dans l'intérêt de la justice.

M. Féry ajoute que l'impôt des matières lui paraissant en même temps funeste et improductif, il a cru devoir tenter un dernier effort pour l'éviter. Il répute une fois de plus ce que chacun sait à propos du droit compensateur, savoir que nous ne pouvons, en conséquence des traités de commerce, mettre un droit sur les produits venant de l'étranger qu'à la condition d'imposer chez nous le produit similaire.

M. Pouyer-Quertier répond à M. Féry; mais cette question des matières premières a été tant ressaisie et les arguments protectionnistes de M. Pouyer-Quertier commencent à être si connus, que je laisse un peu l'orateur pour vous parler des bruits de couloirs. Voici donc ce que disent les bons docteurs, les droitiers bien informés et finés :

« M. Thiers, disent-ils, tient par-dessus tout au vote de ses matières premières; c'est chez lui l'affaire d'amour-propre. Il sait la gauche assez naïve pour les lui voter, malgré tous les principes du parti, en reconnaissance de quelques vagues paroles en faveur de la république. »

« De là ses deux derniers mots : « Nous avons plus de principes qu'on n'en peut mettre sur le trône, » et « si j'y puis quelque chose, ce sera la république conservatrice. » Mais, quand la gauche lui aura voté ses matières premières, il chantera une autre gamme; son message ou son discours d'adieu, avant la séparation, ne sera pas ce qu'un vain peuple pense ! Il ne veut pas du tout fâcher la majorité. Déjà, l'autre jour, dans la salle des Pas-Perdus, il a été fort rassurant avec M. de Kérédol. »

« M. Thiers, dit-il en sa sagesse quel langage il voudra tenir dans son discours. »

« Quelque chose de rembrunissant : on craint maintenant que l'emprunt ne soit émis avant le départ de l'Assemblée, à cause de la surcharge de l'ordre du jour qui reporte au 10 août la possibilité du départ. Et alors, si l'on ne part pas avant l'emprunt, il n'y a plus de raison pour qu'on parte avant la réunion des conseils généraux ! »

« A propos de la surcharge de l'ordre du jour, on me dit que le nouveau rapport Riant rendant compte des marchés de la défense nationale dans le Midi, conclut en proposant de rendre... M. Gambetta... financièrement responsable des marchés de M. Naquet ! »

La commission du budget de 1872, toujours à la recherche de ressources pour le budget, s'est occupée, dans ses dernières séances, d'une affaire pendante depuis un an. Il s'agit du monopole de la fabrication des allumettes qui serait exercé par l'Etat ou confié à une compagnie financière. Par ans, l'impôt sur les allumettes, qui rapporte à peine deux millions, produirait annuellement dix millions.

La majorité de la commission paraît incliner vers cette solution déjà agréée par le gouvernement.

Mais qui le croirait ! c'est en faveur de notre commerce d'exportation que M. Pouyer-Quertier combat le projet Féry et prône l'impôt des matières premières !

Allons, nouvelle défection et nouvelle démission parmi les candidats proposés par la commission du conseil d'Etat; M. Grévy se lève et lit une lettre; c'est M. Paris qui déclare n'avoir pu, comme il l'avait espéré, vaincre des scrupules que l'on comprendra...

Si je suis bien informé, de Chislehurst seraient arrivées des injonctions qui mettraient les anciens serviteurs en demeure de renoncer maintenant à toute fonction publique, ou, plus tard, à toute espérance en cas de restauration.

Le président de la commission monte à la tribune : « Après la démission de M. Léon de Bussières, la commission s'est réunie et a choisi, pour le remplacer, M. Charles Tranchant, membre du conseil municipal de Paris. En présence de la nouvelle démission qui se produit, l'Assemblée verra ce qu'elle voudra décider quant au travail de sa commission. Ce que je puis dire, c'est que M. Paris avait non-seulement accepté la candidature, mais... en avait pris l'initiative. »

La commission, vous le comprenez, est de mauvaise humeur; tout le monde est mécontent : ceux qui ne sont pas sur sa liste et ceux qui y sont ! c'est trop !

L'incident terminé, M. Ducarre monte à la tribune pour soutenir la proposition Féry comme un obstacle à l'impôt sur les matières premières.

M. Thiers y paraît à son tour. Il dit que dans le système actuel des patentes la grande industrie ne paie que 14 millions, tandis que la petite en paie près de 40; que les 60 centimes additionnels de M. Gaslonde vont charger la petite industrie de 30 millions et la grande de 10 millions seulement.

Raison de plus pour reviser la loi des patentes, réplique M. Ducarre, car l'inégalité est monstrueuse. M. Thiers remonte à la tribune.

« Nous ne nous opposons pas du tout à la révision des patentes, et aussitôt après le vote des lois de finances on y travaillera. Déjà on s'en est occupé depuis bien des années; mais la solution n'est pas facile. Tel qu'il est, l'impôt des patentes est, encore, un de ceux qui sont le plus près de la justice distributive; mais la justice absolue en matière d'impôt est impossible. C'est en raison du grand nombre des contribuables que le petit commerce paie beaucoup plus que le gros. Mais si l'impôt ancien produit déjà par la fatalité des choses une disproportion choquante des charges, que serait-ce donc si vous le doublez, comme le propose M. Féry. Cela serait insupportable. »

M. Thiers termine en engageant l'Assemblée à repousser la proposition et à l'encourager à se finir. L'Assemblée voudrait bien en finir, car se voit à son attitude quand M. Clapier monte à la tribune. (La clôture ! la clôture !)

« Les patentes, dit M. Clapier, se divisent en trois catégories... » (Aux voix ! aux voix !)

M. Féry et M. Ducarre reprennent, toute réflexion faite, leur texte d'hier, lequel, quant au fond, d'ailleurs, tend au même but que celui d'aujourd'hui. Et là-dessus sortent.

L'amendement Féry est repoussé à une centaine de voix de majorité.

Puis, nouveau scrutin sur l'ensemble de l'amendement Gaslonde (réduit à l'article 1<sup>er</sup>), comme vous savez 60 centimes sur les patentes.

Pour, 338; contre, 63.  
Voilà donc 40 millions — 39 au moins — de bien acquis au trésor.

M. Depeyre paraît à la tribune : c'est pour déposer le rapport d'une commission d'initiative sur la proposition d'amnistie déposée par M. Louis Blanc l'année passée. Ce rapport conclut au rejet. C'était inévitable.

M. Louis Blanc fait observer que sa proposition est déposée depuis neuf mois, qui ont été neuf siècles pour les familles frappées.

Il ajoute qu'après la justice doit venir la clémence, rappelle que le gouvernement a déclaré formellement la tranquillité publique rétablie et demande que l'Assemblée n'attende pas plus longtemps pour rendre la liberté aux prisonniers.

M. Depeyre déclare que la commission est prête à soutenir la discussion; mais auparavant elle voudrait connaître l'avis du gouvernement.

Là-dessus M. Thiers lui-même à la tribune : « J'ai peu de paroles à dire sur ce grave sujet. En mon nom et en celui du gouvernement tout entier, je ne puis dire qu'une chose : c'est que nous serons heureux quand vous penserez que l'heure de la clémence est venue, car la clémence doit venir de vous. Je partage aussi l'opinion de l'orateur sur l'urgence; mais il a ajouté qu'après la justice la clémence devait avoir son heure; eh bien, la justice n'a pas encore achevé son œuvre. »

M. Thiers rappelle que la loi seule est venue à bout de la répression, comme il l'avait annoncé; que tout tribunal d'exception n'a été appelé à décider du sort des insurgés.

« Enfin, — dit-il en terminant — je vous le répète : pour que la clémence parle il faut que la justice ait prononcé. Mais elle a presque terminé son œuvre, et bientôt vous pourrez user de votre droit souverain de clémence. »

Réplique de M. Louis Blanc, qui voudrait que l'on donnât le pas à la clémence sur la justice, et demande que le rapport de M. Depeyre soit mis à l'ordre du jour.

Allocation de M. Raoul Davaud qui réplique qu'il faut laisser agir la justice, comme l'a dit le gouvernement, mais qui ne croit pas que l'œuvre de la justice accomplie, l'œuvre de la clémence soit urgente.

Puis mise aux voix de la proposition de M. Louis Blanc demandant la mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport de M. Depeyre. Et vote par assis et levé.

Pour, la gauche et l'extrême gauche; contre, les deux droites. Le centre gauche s'abstient.

Paris, 7 heures. — Les vacances de l'Assemblée s'éloignent de plus en plus à l'horizon. Il devient probable que l'emprunt sera en effet émis avant la séparation. Vous voyez, en effet, que les jours s'écoulent et que la besogne n'avance pas. Les matières premières en discussion demain, les tarifs ne se discuteront pas en un jour. Viendront ensuite les bouillottes de cru qui n'en auront pas fini tout de suite. La liste du conseil d'Etat est à refaire... etc. etc. Ajoutez le rapport de la commission des marchés et la loi Dufaure sur le jury, sans parler de la loi militaire. — Entrevois presque le 15 août à l'horizon de mon désespoir.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Lyon, 15 juillet.  
Les condamnations prononcées dernièrement au profit des frères de Caluire et de Cuire ont mis mes sieurs les congréganistes en goût de réclamations pécuniaires à charge des communes et des autorités municipales.

Aujourd'hui, d'autres frères de la doctrine chrétienne, ceux de la ville de Lyon, portent à leur tour des conclusions à fin d'indemnités devant le tribunal civil. L'enseignement des frères de la doctrine chrétienne fut supprimé le 4 septembre par le comité de salut public; ils continuèrent, à leurs frais, à tenir école, et ils veulent maintenant recevoir de la ville leurs traitements, depuis la date de leur renvoi. Il y a 145 frères, soit à peu près, avec certaines indemnités, 150,000 fr., qui réclament. Parmi ces 145 frères se trouvent compris 17 frères chassés (auxiliaires), lesquels touchaient depuis 20 ans sur les fonds municipaux, exactement autant que les titulaires ou adjoints qui instruisent les enfants. C'est de l'égalité chrétienne, à-t-on dit. Bizarre idée, en vérité, que cette égalité entre la cuisine et l'école, mettant les mérites du frère professeur au même taux que ceux du frère rôtisseur. Mais, quoi qu'il en soit de leurs talents, les 17 frères auxiliaires n'ayant point d'élèves, ils nous paraissent avoir illégalement perçu pendant 20 années, chacun 650 fr. par an. Cela fait un total de 221,000 fr.; si bien que, même en admettant la légitimité de la réclamation introduite devant le tribunal, — laquelle devrait en tout cas être réduite de 10,050 fr., — il demanderait encore pour les cuisiniers, — ce seraient les frères qui se trouveraient redevables de 81,050 fr. envers la ville. Sans doute le traitement des titulaires est faible : 650 fr., c'est peu; mais celui des instituteurs dans les campagnes n'est guère meilleur, et la commune ne leur donne pas les gages de domestiques auxiliaires. Cette situation irrégulière ne fut pas, bien entendu, soumise au conseil départemental, qu'il n'aurait pas pu se dispenser de modifier.

Après la loi, doit fixer le nombre des professeurs titulaires, de leurs adjoints et le chiffre des traitements.

La ville a contesté la régularité de la nomination des frères et la fixation de leurs appointements, et elle a invoqué l'incompétence des tribunaux civils, exception tout récemment admise, en pareille affaire, par la cour d'appel de Bourges. Le tribunal de Lyon n'a pas encore rendu son jugement.

Viendront bientôt à la file les demandes des religieux des missions africaines, dont le séminaire fut envahi, soit 100,000 fr. d'indemnité; celles des sœurs ursulines; celui encore, à Villefranche, des sœurs jésuites qui réclament 150,000 francs.

Tous ces procès deviennent l'occasion de récriminations fâcheuses. Ceux des frères de Lyon surtout n'est pas de nature à calmer les susceptibilités de la municipalité qui est poursuivie devant le tribunal, par ceux-là mêmes auxquels le préfet rend, malgré elle, une part de l'enseignement dans cette ville.

Aussi l'attitude de la mairie est-elle, vis-à-vis de la préfecture, une paix armée. Sans doute, comme le disait le maire, M. Barodet, dans un fort bon discours prononcé à l'inauguration de l'exposition, la ville est calme, mais dans les régions élevées les cordes sont toujours tendues. On ne pouvait trouver une meilleure occasion de s'en convaincre que cette cérémonie d'inauguration à laquelle assistaient nos autorités. La différence d'expression, de physionomie, d'attitude, du préfet et du général Bourbaki à l'audition du discours de M. Barodet et de celui de M. de Laloyère peignait bien les sentiments intimes.

Le ministre vint heureusement prononcer quelques paroles conciliatrices qui calmèrent un peu les esprits. Pour éviter pareil embarras, au grand banquet donné le lendemain et auquel se trouvaient le préfet, l'archevêque, le procureur de la république, les adjoints au lieu et place du maire absent, on s'abstint de toute allocation. M. Tharel, directeur de l'exposition, se leva : « Un sentiment que tout le monde comprendra, dit-il, nous empêche de porter aucun toast. » En effet, la séance de la veille était la meilleure explication de ce silence.

Une nouvelle cause d'irritation a été soulevée par un article du budget de la ville, qui attribue un crédit au maire, sous ce titre : « Mis à la disposition du maire pour frais d'administration et de représentation, 50,000 fr. » Personne n'ignore la destination de cette somme : c'est le total des jetons de présence destinés aux conseillers municipaux, qui se croient dans leur droit, en se rappelant qu'autrefois la commission municipale s'attribuait des jetons de présence en argent, d'une certaine valeur intrinsèque. Le préfet a réduit la somme à 20,000 fr. et a exigé qu'elle fut uniquement appliquée à des frais de représentation. La municipalité lyonnaise est composée d'hommes n'ayant aucune fortune personnelle; une partie de leur temps est absorbée au conseil municipal. Il faut vivre cependant. C'est une impasse : ou recevoir une indemnité sur les fonds de la ville ou renoncer à son mandat. De bonne foi, dans un pays démocratique, il semble vraiment impossible que des hommes de mérite puissent être définitivement éloignés des fonctions publiques où ils sont utiles, par cette nécessité impérieuse de satisfaire par un autre travail aux besoins de la vie matérielle.

Le conseil municipal persiste, le préfet tient bon. La liste des propositions pour le conseil d'Etat porte le nom de notre préfet. Si la préfecture du Rhône se trouve ainsi vacante, il faudra au gouvernement un acte extrême dans le choix du successeur de M. Pascal; la situation est rendue très-difficile par la partie essentiellement cléricalle de notre ville, trop bien dotée en ce sens; mais la grande majorité apprécie incontestablement les opinions démocratiques, et le gouvernement fera sagement de se souvenir que les majorités ont quelque droit à ne point se voir traitées en ennemis par l'administration et par les administrateurs.

L'affaire de la rue Grégoire, — 22 prévenus d'association illicite, — a été fixée à lundi, 22 juillet. Plaid, dit-on, MM. Mie, du barreau de Périgueux; Margues, du barreau de Mâcon; Prémont, de Dijon; Guilloit, de Lyon.

(Corresp. judiciaire de l'Indépendance belge.)

Lyon, 16 juillet.

Affaire Crémier et de Serres.

Malgré des audiences de six heures, coupées seulement par une suspension de cinq minutes, ces débats avancent lentement. Des témoignages importants ont été entendus aujourd'hui.

Le premier témoin entendu est M. MARCHERAT, secrétaire de la préfecture de Chalon-sur-Saône.

Le sous-préfet Cotti lui a communiqué le 25 décembre deux dépêches, dont l'une était de Beaune, signifiant Arbinet et Bassot comme pourvoyeurs de l'ennemi; l'autre était de Lyon et prescrivait d'arrêter les deux individus. Le témoin est allé à Beaune avec le commissaire de police Georges pour procéder à l'arrestation des deux individus signalés.

M. Georges avait dit au témoin qu'il avait fait des représentations à de Serres, et que celui-ci, lorsqu'il eût écrit l'ordre fatal, l'ait fait avec autant de calme que s'il eût écrit un billet doux.

M. DUBOIS fait remarquer que le témoin aurait dû le contraire, puisqu'il a déclaré qu'il ne se doutait pas que M. de Serres avait signé un ordre de mort; or, il n'a pu lui faire d'observations sur un ordre qu'il ignorait.

DE SERRES. M. Cotti vous a déjà dit que le commissaire Georges ne s'était permis aucune observation.

M. MARCHERAT réplique conseil que c'est lui qui, sous la dictée du commissaire de police Georges, a écrit l'ordre d'arrêter toute la famille Chassenois, ordre qui, de M. de Serres a signé sous la pression, croit-il, de M. Cotti, et peut-être du procureur de la république.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. C'était plutôt au procureur de la république à signer cet ordre.

LE TÉMOIN. Oui, mais il était fort intimidé devant M. de Serres.

Sur une question des défenseurs, le témoin déclare que s'il avait eu à juger M. Arbinet il l'aurait condamné.

PELLETIER, agent de police. Le 25 décembre 1870, je fus prévenu que nous devions rechercher M. Arbinet. Nous allâmes l'arrêter à l'hôtel où il était couché. Il se leva, nous suivit en nous disant qu'il ne savait pas ce que le préfet pouvait lui vouloir. C'est probablement une erreur et demain on me remettra en liberté. Le lendemain l'exécution eut lieu, et il en résulta une vive émotion dans la ville, qui n'ignorait pas que l'exécution avait lieu sans jugement.

Le second agent qui a concouru à l'arrestation déclare que lui et son collègue étaient persuadés, ainsi qu'Arbinet, que le lendemain il serait mis en liberté. Il était fort calme et ne cessait de répéter qu'il n'avait rien à craindre.

GÉRARD, gardien-chef de la prison de Beaune. — C'est dans la nuit du 26 qu'on m'a amené Arbinet. Le lendemain, l'aumônier vint vers 9 heures et apporta au prisonnier qu'il allait être fusillé. Je fus cherché par un notaire, et à mon retour je trouvai le peloton d'exécution. Arbinet était sur l'escalier; il appelait le général, le préfet; il ne voulait pas mourir. « Jugez-moi, disait-il, jugez-moi. »

S'adressant au lieutenant. — Vous venez me fusiller, mais hier soir nous avons dîné ensemble.

— C'est mon devoir, répondit l'officier.

On le conduisit alors dans le chemin de ronde, où il fut fusillé assis sur une chaise.

LE TÉMOIN. A 20 mètres environ.

D. A-t-il insulté le peloton d'exécution? — R. Nullement.

Le témoin raconte alors qu'il a pris le portefeuille d'Arbinet; qu'il s'y trouvait des lettres de commerce, des factures, des laissez-passer et un permis prussien, un seul.

— Que vous a-t-il dit sur son arrestation?

— Que ce ne pouvait être qu'un malentendu, qu'il fallait qu'il fut chez lui au 1<sup>er</sup> de l'an, qu'autrement sa femme ne pourrait se tirer d'affaire.

— Arbinet n'avait-il pas écrit des lettres avant de mourir?

— Oui, la première à sa femme, la seconde à M. Jourdeuil, la 3<sup>e</sup> à M. Luc-Villard. Je ne sais comment elles ne se sont pas retrouvées.

Le même témoin constate que le dernier mot du patient a été pour demander des juges.

M. LE PRÉSIDENT. Et à Beaune qu'a-t-on dit de l'exécution?

LE TÉMOIN. Les uns disaient que c'était bien fait; d'autres qu'on aurait dû le juger, et bientôt l'opinion se répandit qu'il pouvait être innocent.

M. MATHEVON explique qu'Arbinet avait quatre permis signés de l'autorité française dont il ne pouvait se servir pour traverser les lignes prussiennes; mais il en avait un autre revêtu de visa du général de Werder.

LE MARÉCHAL CANROBERT. Ce visa était nécessaire et se trouvait sur les permis émanant de la municipalité de Dijon.

M. FREMONT. Nous établissons qu'il y a un permis exclusivement prussien.

LE MARÉCHAL CANROBERT. Jusqu'ici les témoins n'en ont pas parlé.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Avez-vous ce permis?

M. MATHEVON. Mais des témoins en déposent.

M. LE PRÉSIDENT. Veuillez nous dire aussi ce qui s'est passé à propos d'un certain Chenet, maréchal des logis d'artillerie?

LE TÉMOIN. Chenet a été conduit sur le lieu du supplice, mais l'exécution n'a pu avoir lieu, les soldats du peloton ayant tous tiré à l'air. Je crus qu'il était sauvé, l'aumônier me le dit : il devait, dit-il, aller se jeter aux genoux du général Crémier. La foule alors entourait la prison. Un officier nommé Poulet, je ne sais trop son grade, il avait un manteau en peau de bique, leva l'écorce, et le condamné fut exécuté dans l'intérieur de la prison.

Quand je relevai le cadavre je constatai qu'il n'avait été frappé qu'à la gorge. Tous les coups avaient porté à plusieurs mètres au-dessus de la tête du patient.

Les soldats, cette fois encore, avaient évidemment tiré en l'air. Le corps ne portait que la trace d'un coup de revolver à la gorge. Il avait été tiré par un officier portant un manteau en peau de bique.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Quels étaient les officiers qui portaient une peau de bique?

LE TÉMOIN. C'étaient le commandant Poulet et le général Crémier.

L'ABBE BAILLY, aumônier de la prison de Beaune. Qu'on me permette une observation personnelle : on a dit et imprimé que j'étais l'un des promoteurs de ce procès. Je déclare, sous la foi du serment que je viens de prêter, que non-seulement je n'ai pas encouragé la venue d'Arbinet à faire un procès, mais que je l'ai détourné en lui disant que ce serait raviver ses douleurs déjà bien grandes. Mais elle ne dit qu'une personne autorisée lui avait dit qu'elle devait faire ce procès afin de laisser un nom intact à ses enfants. Je me suis incliné alors devant ces raisons.

Arrivé à ma déposition; le 27 décembre je fus averti qu'un homme serait fusillé dans l'après-midi. M. Luc-Villard, préfet, me dit qu'un ordre était arrivé de faire fusiller Arbinet sans jugement. M. Arbinet appartenait à une famille honorable, elle a quatre

enfants, dont un qu'elle allait; il serait donc, me dit-il, désirable, moins dans l'intérêt d'Arbinet que dans celui des siens, qu'il fit un testament.

Je me rendis à la prison et engageai M. Arbinet à prendre ce soin en lui disant qu'il irait à Cayenne. Quand le notaire arriva, Arbinet écrivit sous sa dictée.

Il fallut ensuite le préparer à la mort; ce fut une grande révolte de sa part. — Quoi ! me dit-il, on ne peut pas me tuer. — Croyez-m'en, ne discutez pas, ne perdez pas de temps et à genoux. — Quand il aperçut les soldats du peloton qui se cachaient, ce fut une nouvelle explosion; il poussa des cris terribles, appela sa femme, ses enfants, et toujours il demandait des juges.

Voyant que je ne pouvais le calmer, je m'éloignai, pensant bien qu'il me rappellerait, et en effet il me rappela. Je lui répétai les paroles de consolation qui me montèrent aux lèvres.

Il était redevenu calme. Nous passâmes ensemble devant le peloton d'exécution. Je l'embrassai une dernière fois; il se mit à genoux, me remit sa montre, je détachai le foulard de son cou, le feu retentit et Arbinet tomba mort.

M. LE PRÉSIDENT. Cette exécution n'était pas la première à laquelle vous assistiez?

L'ABBE BAILLY. C'était la quatrième; j'avais déjà assisté trois fois à des exécutions par les cours martiales. Lors des deux premières exécutions j'avais accompli quel ministère de prière; pour le 3<sup>e</sup>, celui d'un maréchal de logis nommé Chenet, il se passa quelque chose de particulier. Le procureur de la république, M. Bigot, me fit demander : « Voici, me dit-il, trop d'exécutions dans notre ville. L'homme qu'il est question de fusiller encore est un soldat qui mérite toute indulgence. Vous sentez-vous le courage d'intercéder en faveur de cet homme? — Pour cela il ne faut que de la charité. Je vais essayer de sauver ce malheureux. » J'allai chez le préfet, qui me dit : « Je regrette de ne pouvoir vous servir, mais je ne puis m'ingérer dans les affaires militaires. Voyez le général Crémier, c'est un jeune homme; mais je n'ose espérer le succès de votre démarche. »

Je vis le général qui me reçut avec courtoisie, mais ne m'accorda rien. J'appris bientôt qu'il ne me restait plus qu'à préparer ce malheureux à la mort. Il était devant le peloton, mais je m'étais écarté un peu et détournais la tête pour ne pas avoir le spectacle de la mort de ce jeune homme. Un cri immense partit de tous côtés, je regarde et vois le patient se dressant tout au milieu du terrain couvert de neige. Je compris, les soldats avaient tiré en l'air. Grâce à grâce ! tel est le cri qui s'échappa de toutes les poitrines.

On se précipite vers le patient, la foule l'envahit.

Le patient est réintégré dans sa prison. Je demandai de nouveau au général Crémier la grâce de cet homme. Il me refusa. Je retournai alors près du malheureux et passai plusieurs heures près de lui. Cet homme, qui le matin était allé si bravement à la mort, brisé par les émotions, était si affaibli qu'il n'avait plus le sentiment. Bientôt on me dit qu'il fallait livrer de nouveau ce pauvre Chenet, qu'on allait l'exécuter dans la prison.

J'entendis une explosion, je le crus tué. Du moins, pensais-je, son agonie était finie, mais suivent quelques coups de revolver et je crois un coup de sang. Je constatai contre le mur une large tache de sang. « L'impatient, dit un officier qui passa, c'est qu'il soit mort. »

Le lendemain, le général Crémier me fit venir, me reprocha d'abuser de mon influence pour soulever l'armée et amener la population et me dit qu'il allait me traduire devant un conseil de guerre à Lyon. Je répondis que je n'avais jamais amené la population; qu'au contraire, j'avais empêché des pétitions qui devaient se signer dans l'armée, et à ce propos je rappelai que le général m'avait dit : « Vous avez bien fait, car tous les signataires auraient été fusillés; je ne suis pas homme à reculer, je ferais plutôt passer par les armes la moitié de la population et brûler la ville, dussé-je rester sous ses ruines. » Mes explications reçues, le général me dit : « Je respecte votre caractère, sans m'occuper du culte auquel vous appartenez; je n'admets donc pas que vous mentiez, pas plus que je n'admettrais qu'on m'accusât de mensonge. » Il voulait bien me tendre la main.

En réponse à une observation du commissaire du gouvernement : « Je sais, dit l'abbé Bailly, que l'on a répandu le bruit que M. Crémier était victime d'une machination cléricalle. Si M. Paul Bouchard devait se faire l'écho de ces calomnies, j'en serais aigri. »

M. CRÉMIER. J'expliquai à l'abbé que la loi martiale devait avoir son exécution, que je n'avais pas le droit de faire grâce. Je ne sais si, à son insu, il n'a pas été pour quelque chose dans la surréaction du peuple. Je fais alors ce que je devais : j'indigeai 60 jours de prison au chef de bataillon qui avait manqué d'énergie en face de la foule excitée, et je fis procéder à l'exécution quelques heures plus tard.

M. LE PRÉSIDENT. C'est-à-dire que le peloton s'y refusait encore cette fois.

CRÉMIER. Je ne le crois pas; puisqu'il y avait trace de plusieurs balles. Quant à moi, comme on répandait le bruit qu'on en voulait à ma personne, je me promettai seul sans armes dans les rues de Beaune et personne ne me dit rien. Je provoquai le lendemain les explications de M. l'abbé et j'appris avec plaisir que lui, préfet, était resté étranger à cette quasi insurrection.

M. JOURDÉ, notaire, qui a reçu le testament d'Arbinet, déclare que celui-ci disait qu'il lui suffirait de dix minutes pour convaincre ses juges de son innocence.

M. FROIDANT, maître de l'hôtel à Beaune, a toujours considéré Arbinet comme un bon patriote.

M. JOURDÉ, notaire, dit d'ailleurs : Arbinet a été au feu et s'est conduit en bon Français. Il avait un passeport en allemand, signé de WERDER.

M. LUC-VILLARD, ex-préfet de la Côte-d'Or, avait reçu une très-mauvaise impression au sujet d'Arbinet, et se proposait de le faire arrêter lorsqu'il reçut la dépêche de M. de Serres.

Il expliqua la situation difficile où se trouvait la Côte-d'Or qui, après le combat du 31 octobre, s'était engagée (Dijon seulement) à nourrir une garnison de 20,000 hommes. Ce que voulait M. Luc, c'était empêcher à tout prix le ravitaillement, dit Dijon en souffrir, parce que, dans certaines situations, il faut savoir sacrifier l'intérêt communal à l'intérêt national. Malheureusement des faits regrettables avaient lieu, les Prussiens se ravitaillaient par Auxonne; des convois venaient du Midi et passaient par le Jura.

S'expliquant sur le fait spécial d'Arbinet, M. Luc-Villard ne saurait, dit-il, blâmer ce qu'a fait Crémier. A sa place, et général, il en eût fait peut-être autant.

M. Luc rend hommage à la belle conduite de Crémier, auquel revient tout l'honneur du combat de Nuits. Il croit devoir blâmer l'excès de charité de l'abbé Bailly, qui eût dû ne pas sortir de ses attributions sacerdotales.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Il y a donc, selon vous, M. le préfet, un pouvoir au-dessus de la loi?

M. LUC-VILLARD. Eh bien, oui; c'est le salut public!

M. LE GÉNÉRAL BARRY. Grand mot ! Et qui donc en sera juge?

D. Pourquoi alors avez-vous fait résulter à la venue d'Arbinet ces convois destinés, dites-vous, au ravitaillement de l'ennemi? Ils devaient être confiés.

M. LUC-VILLARD. C'est que j'ai fait, je le ferai encore. Le châtiment avait lieu; qu'importait la question d'argent?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT au témoin. En cela encore vous n'abaissez ni la loi ni les ordres reçus.

LE COLONEL CARRÉ DE BUSSETTOIS. (Il a été général sous Crémier.) Il rend compte des conversations qu'il a eues avec Arbinet, de la mauvaise impression qu'il en a reçue.

J'ai voulu, dit-il ensuite, m'assurer des pouvoirs de M. de Serres, et en réponse à ma demande voici le télégramme que j'ai reçu :

« Ministre guerre à général Bussettois. »

« Lyon, 22 décembre, T. 40 s. »

</







MM. Sacré et Rosenboom. — Illumination du jardin.  
Pendant les concerts l'aquarium sera éclairé au gaz et la cascade fonctionnera. — Entrée de l'aquarium : 50 c.

WAUX-HALL, au Parc (S.H.). — Tous les soirs, concert par l'orchestre complet du théâtre royal de la Monnaie. — Entrée, 50 c.; enfants, 25 c.

CHAMP DE POINTE. — Grand-Courtois. — Tous les jours, représentations populaires à grand spectacle.

**Nouveauté en Biscuits.** — La Vogue en ce moment à Londres dans la bonne société est d'offrir aux visiteurs en guise de "lunch", des Biscuits de *Revalenta Arabica*, fabriqués par la maison Du Barry et Co, de Londres; cette maison nous annonce

l'arrivée à Bruxelles de quelques caisses de ce nouveau article de consommation. Les biscuits, pour assurer leur conservation en tous les climats, sont faits sans beurre, lait ou œufs, ce qui les rend un peu plus secs que les biscuits ordinaires, mais empêche la rancie à laquelle ceux-ci sont sujets; ils fondent rapidement dans la bouche; ils se mangent en tout temps, soit à sec ou trempés dans de l'eau, du lait,

du café, du chocolat, du vin, etc. Ils rafraîchissent la bouche et l'estomac, enlèvent les nausées et vomissements, même en grosseur et en mer, ainsi qu'en toute irritation et toute douleur nerveuse ou se levant, ou après certains plats compromettants, oignons, ail, etc., ou boissons alcooliques, même après le tabac. Améliorant le sommeil, l'appétit et la digestion, ils nourrissent, en même temps, mieux que la viande,

dont on a singulièrement abusé et qui font le plus grand tort à la santé. Pour plus amples renseignements, s'adresser à l'Administration des sources. 2582

En boîtes de 1 lb. 4 fr.; de 2 lb. 7 fr.; de 3 lb. 10 fr. 50 c.

BARRY DU BARRY et Co, 42, rue de l'Empereur, Bruxelles, et partout chez leurs dépositaires, contre bon de poste.

Opérations et piéces dentaires insensibles. Succès constants par la Fac. de méd. Les Dents, 1 vol. 2 fr. Dr. M. et H. ADLER, membres du corps médical, rue Royale, 136, à Bruxelles, et à r. Meyerbeer, à Paris.

**Insensibilisateur Duchesne.** Extractions et pose de dents sans douleur, 45, r. Lafayette, Paris.

## BAINS ET EAUX THERMALES.

DOUCHES DE GAZ ACIDE CARBONIQUE.

Tous les agréments de Wiesbaden et Hombourg. — Correspondance avec tous pays. — Télégraphes.

## OUVERTURE DU CURSAAI

du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre.

Indépendamment de la vertu de ses eaux et de sa position vraiment exceptionnelle près du Rhin, à proximité de Mayence et de Francfort, Wiesbaden offre aux étrangers tous les agréments qui rendent attrayant le séjour d'une ville de bains. — Musique quotidienne, bals, concerts, cabinet de lecture et restaurant à la française, café-billard dans le magnifique établissement du Kursaal. Le Trente-et-Quarante joué avec un demi-refait, la Roulette avec un zéro. — Théâtre richement subventionné, belle chasse en plaine, traitement hydrothérapique, cabinet d'inhalation d'air comprimé, bains de natation, de vapeur, russes et d'aiguilles de sapin au

(Toutes les eaux de Nassau se trouvent à Paris, rue de la Michodière, n° 11, à la Compagnie hydrologique allemande.

Néothal et à la Dietelmühle; excursions au Johannisberg, au Niederwald et dans Rhingau, par les chemins de fer rhénan. Trajet de Paris, Wiesbaden par Bingerbrück en quatorze heures, communications rapides avec Ems. Les étrangers y trouveront de toutes les autres villes d'Allemagne les plus favorables. — Vers le mois de septembre, COURSES EN PLAINE et STEEPLE CHASE dans le romantique val de Klahrenthal, près Wiesbaden. A l'occasion de cette fête hippique, il y aura GRAND CONCERT VOCAL et INSTRUMENTAL au Kursaal, GRAND OPERA et BAL PARÉ.

OUVERTURE DU CURSAAI

du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre.

## Immobles en Belgique.

Etude de M<sup>re</sup> CANTON, notaire à Bruxelles, rue du Midi, 73.

### A VENDRE DE GRÉ A GRÉ

Un Hôtel avec écurie, jardin et dépendances, au Quartier-Léopold, à Bruxelles. — Prendre l'adresse et les permis de visiter en l'étude. 2671

Etude du notaire MARTROYE, à Bruxelles.

### VENTE PUBLIQUE

de 13 hectares d'excellentes terres labourables et Prés, situés à Elouges et Whéries. (Voir les affiches.)

La vente aura lieu le jeudi 25 juillet 1872, à dix heures du matin, en la salle du Café belge, vis-à-vis de la station, à Quévrain. 2621

### VENTE PUBLIQUE

du CHATEAU DE ROOSEDAEL

situé près de Malines, sur les limites de Wavre-St-Catherine et Waerhem, à proximité de ce dernier village, contre la chaussée d'Anvers, à 20 minutes de la station de Wavre, et à 50 minutes de celle de Duffel. Le parc, entouré de murs et de fossés, alimentés par la Nèbe, et renfermant d'anciennes et magnifiques plantations, comprend 13 hectares et demi et forme le 1<sup>er</sup> lot. Les terres et prairies, formant bloc et contenant 14 hectares et demi, sont divisées en plusieurs lots, indiqués au plan. Les amateurs pourront visiter le château les quatre premiers jours de la semaine, de 12 à 5 heures, en se munissant d'un permis.

L'adjudication provisoire aura lieu le mardi 6 août 1872, à 2 heures, en la salle des ventes par notaires, à Malines. Pour plans, renseignements et permis, s'adresser en l'étude du notaire DE KEERSMAEKER, à Malines. 2603

Etude de M<sup>re</sup> Ernest DRYON, notaire à Soignies.

### A VENDRE DE GRÉ A GRÉ

Une belle Maison de campagne, nommée le Château-Neuf, avec très-beau parc, de longs remises, écuries, grand jardin, belle pelouse, étang poissonneux, bois bien fourni d'arbres de haute futaie, tout d'une superficie de 2 hect. 85 ares 90 cent., situé à Neuville-les-Soignies.

Cette belle propriété, entourée de fortes murailles, se trouve à 15 minutes de la station de Neuville, dans la partie la plus saine de la localité. Le nouveau propriétaire pourra, en outre, acquérir une terre d'un hectare 89 ares 90 cent., tenant au lieu précédent. Jouissance prochaine. — A voir tous les jours.

De grandes facilités de paiement seront accordées aux amateurs qui, pour les conditions et pour pouvoir visiter la propriété, devront s'adresser en l'étude du notaire DRYON, rue de Braine, à Soignies.

Etude de M<sup>re</sup> VANDEN EYNDE, notaire, rue des Petits-Carmes, n° 33, à Bruxelles.

Le mercredi 31 juillet 1872, à une heure de relevée, en la salle des ventes par notaires, rue Fossé-aux-Loups, n° 52, à Bruxelles, le notaire VANDEN EYNDE adjudicera préparatoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1816, avec bénéfice d'une prime d'un demi pour cent sur le montant de l'adjudication préparatoire :

### UN GRAND HOTEL

avec vastes dépendances, situé à Bruxelles, rue Broderode, n° 29 et 33, contenant en superficie 11 ares 25 centiares (14755).

Pour pouvoir visiter l'hôtel, s'adresser en l'étude dudit notaire. 2631

## Immobles en France.

A VENDRE PAR ADJUDICATION

sur baisse de mise à prix

en l'étude et par le ministère de M<sup>re</sup> MARTIN, notaire à Amiens, le dimanche 28 juillet 1872, à midi.

### USINE A USAGE DE BLANCHISSERIE

pour les toiles et fils, pouvant servir à toute autre industrie, ensemble TRÈS BEAU MATÉRIEL servant à son exploitation.

Cette usine est située à Capry, à 2 kilomètres d'Amiens; elle comprend de vastes bâtiments, jardin et prairie. Le tout est d'une superficie de 13 hect. 28 a. Mise à prix réduite... 100,000 fr.

Il y aura adjudication même sur une seule enchère. S'adresser audit M<sup>re</sup> MARTIN. 2413

### EMPRUNT 1872. LA CAISSE DES EMPRUNTS

de la Ville de Paris, 100, rue de Valenciennes, Paris, paiement de coupons 55 c. par 100 fr. 2597

### PRÊTS SUR TITRES. Mêmes numéros rendus.

Interêt 6 p. c. l'an, au Comptoir financier de la Seine, 64, rue de Rennes, Paris, paiement de coupons 55 c. par 100 fr. 2597

### CAFÉ DES TROIS SUISSES,

rue des Princes, 10 et 12.

Administration nouvelle. — Tabagie. Salle de sept billards. Salon de lecture. Consommations de premier choix. Spécialité de glaces et sorbets. La collection des journaux et revues vient d'être complétée de tous nouveaux; on trouvera notamment au salon de lecture : la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration française, le Monde illustré, le Figaro, le Charivari, le Journal amusant, le Magasin pittoresque, la Gazette des Tribunaux, la Revue des Deux-Mondes, l'Illustration anglaise, le Moniteur belge et les Annales parlementaires, l'Indépendance, l'Etoile belge, l'Echo du Parlement, le Journal de Bruxelles, le Précurseur d'Anvers, le Journal de Gand, le Journal de Liège, le Nord, le Moniteur des Intérêts matériels, l'Office de Publicité, les Débats, l'Illustration